



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous!

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier internationaliste
(Bolchevick-Léninistes) - Section Française de la 4^e internationale

15, Passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS :
France, 1 an — 12 fr.
— 6 mois — 6 fr.
Etranger 1 an... 30 fr.
6 mois 15 fr.
Compte-Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris



PREMIERE ANNEE N° 88. LE NUMERO 1 00 CENTIMES
SAMEDI 14 NOVEMBRE 1936

Daladier laisse préparer le complot fasciste dans l'armée: A BAS les ministres radicaux

Nous accusons la Guépéou !

L'« Humanité » affolée demande notre arrestation

LES OUVRIERS DÉJOUERONT LES MACHINATIONS DE STALINE!

BLUM EST SATISFAIT...

Les ouvriers socialistes lutteront pour le Front Proletarien Révolutionnaire

Comment lutter contre la réalité écrasante des faits, tel est le problème qui se pose à Léon Blum, toutes les fois qu'il doit prononcer un discours, et plus particulièrement, comme à l'occasion du Conseil National, faire le bilan de l'expérience Blum-Daladier-Thorez ?

Et Léon Blum « résout » toutes les difficultés par le moyen de l'éloquence officielle.

Hier, lorsque sous la pression énergique des masses, le capitalisme, puis le Parlement, devaient en quelques jours « lâcher » quelques réformes, on parlait d'aller bientôt au-delà du programme du Front Populaire.

Aujourd'hui, il faut, dit Blum au moins quatre ans.

Tout est possible, disait Pivert, « aujourd'hui, rien n'est encore impossible », rectifie-t-il. Hier, Pivert exprimait son euphorie; aujourd'hui, son désarroi. Dans les deux cas, il s'associe, en « toute confiance » à l'expérience. Le discours de Blum permet en effet, de faire un bilan réel de l'action du Front Populaire, à condition d'ajouter en regard des paroles, les faits.

Paroles de paix ? 15 milliards pour la guerre impérialiste. Maintien du service à deux ans. « Domestication de la Jeunesse ».

Paroles de solidarité affectueuse à l'« Espagne Républicaine » ?

Blocus le plus impitoyable pour l'assassinat du Peuple Espagnol.

Livraison par la maison Brandt, agréé par le Gouvernement, ainsi que l'a révélé notre Journal avant l'Humanité, de plusieurs centaines de tonnes de matériel de guerre aux fascistes espagnols.

Dans l'armée de Daladier qui ne veut pas toucher aux officiers fascistes, préparation du même coup qu'en Espagne.

Paroles sur « les résultats acquis définitivement » ?

Tandis que Blum explique la « résistance patronale » par « le paradoxe » d'un capitalisme « qui préfère renoncer à son propre profit » (Blum bienfaiteur du capitalisme malgré lui...), les ouvriers socialistes, communistes, constatent que les patrons fascistes ou radicaux, en réalité, veulent empêcher l'application des 40 heures, ont rattrapé l'augmentation des salaires, torpillent les contrats collectifs et

licencient en masse. Les capitalistes sont mieux renseignés que Blum sur leur véritable « profit ».

Tous les militants, du Conseil national, ont au surplus souligné que l'armée, l'administration, les colonies, étaient infestées de cadres fascistes qui se moquent complètement des phrases sur le « souffle républicain ».

Le matraquage ignoble des ouvriers communistes et S. F. I. O. de Saint-Denis, coupables de manifester contre Doriot, est la plus récente illustration par la preuve du contraire, du discours de Blum.

Devant une telle expérience, un participant honnête, en admettant qu'il se fut trompé de bonne foi (après dix autres expériences antérieures dans tous les pays importants...), devrait conclure : « Plus rien n'est possible dans les cadres du régime capitaliste. C'est à ce régime lui-même, qu'il faut s'attaquer. La seule issue c'est l'action révolutionnaire pour le programme socialiste. Il faut rompre avec la bourgeoisie, c'est-à-dire, pour les alliés immédiats, les radicaux ! »

Mais cette conclusion, qui seule pourrait prouver que les critiques ne sont pas des alibis, ou des manœuvres, personne dans le Conseil National, parmi les opposants, ne l'a tirée.

Pivert, au nom de la Gauche Révolutionnaire a renouvelé sa confiance. Qu'en pensent les militants de sa tendance ? C'est le moment de prendre leurs responsabilités. Devrons-nous enregistrer que toute la gauche révolutionnaire, sans exception approuve pleinement la politique de domestication à Blum et aux radicaux ?

Les chefs communistes dans l'Humanité, reprochent à Pivert de faire des réserves justes, mais en même temps, d'être le collaborateur de Blum ?

Déjà plusieurs militants S.F.I.O., ont répondu en remarquant que les chefs communistes appuyaient sans éclipse de préférence les radicaux.

Mais si Pivert collaborateur de Blum est en effet mal fondé à le critiquer, c'est qu'il faut rompre toute collaboration ou appui sans éclipse à l'expérience Blum-Daladier.

Suite en page 2, colonne 3

Le cambriolage stalinien

A M. Salengro

Le Journal « l'Humanité » du 10 novembre déclare : « Il n'y a pas si longtemps, un journaliste fort connu et fort au courant des choses parlementaires écrivait que l'activité des trotskystes français et leur liaison avec la Gestapo de Hitler étaient aussi connues du Ministère de l'Intérieur que du Ministère de la Guerre. »

Ce journaliste fort connu qui sert de caution à MM. les rédacteurs de « l'Humanité », est M. de Kérillis, agent de l'Etat-Major et de l'Archevêché.

Vous êtes ministre de l'Intérieur. M. de Kérillis et MM. du Kremlin vous mettent en cause.

Vous n'avez pas hésité à faire ouvrir les archives du Ministère de la Guerre pour vous justifier personnellement d'accusations qui vous paraissent calomnieuses, de la part d'autres amis de M. de Kérillis.

Nous n'hésitons pas, puisque vous êtes ministre de l'Intérieur et vous revendiquez du socialisme, à vous poser la question : QUE REPENDREZ-VOUS AUX ALLEGATIONS des journaux « l'Humanité » et « l'Echo de Paris » ?

Etes-vous prêt à déposer devant une Commission d'Enquête ? Les ouvriers jugeront ensuite.

LA LUTTE OUVRIERE

La police politique stalinienne vient de mettre à son actif un nouvel acte « terroriste » contre les révolutionnaires. Comment qualifier



(La porte fracturée par le Guépéou) (exclusivité « Lutte Ouvrière »)

autrement le cambriolage avec effraction opéré dans la nuit de vendredi à samedi, 7, rue Michelet.

Là se trouve la filiale parisienne de « l'Institut International d'histoire économique » de la Haye. Ce centre scientifique bien connu recueille les documents et les matériaux intéressant l'histoire mondiale. C'est un centre de documentation recherché des sociologues et des historiens. La filiale de Paris est dirigée par un historien menchevick réputé dans les milieux savants, Nicolaïewski. Elle contient des archives importantes relatives aux diverses tendances du mouvement ouvrier. Et même à d'autres.

Léon Trotsky, proscrit, avait confié à l'Institut une partie de ses archives qui devait être acheminée sur La Haye.

C'est dans cette bibliothèque que, à quatre heures du matin, se sont introduits des visiteurs qui avaient du découper au chalumeau oxydrique une porte de fer séparant le local de l'escalier de service. « Le lourd panneau a été découpé par un chalumeau perfectionné qui en plus de la flamme qu'il pouvait dégorger avait à son extrémité une sorte de couteau tranchant », disent les enquêteurs. « Le voleur le tenait d'une main; de l'autre avec un chiffon mouillé il atténuait l'effet du feu sur le revêtement de bois ». Les portes ont été ouvertes avec de fausses clefs qui servent à ouvrir les deux verrous. Il s'agit, ont-ils conclu, d'une technique absolument inconnue en France, d'où

unillage spécial jamais utilisé par les malfaiteurs français ».

Par ce trou béant, les cambrioleurs ont emporté quatre-vingt kilos de documents constituant le dépôt des archives de Léon Trotsky. Des billets de banque se trouvaient en vue sur la table, ils ont été négligés. Des documents historiques de grande valeur marchande n'ont pas été touchés; seuls les dossiers des archives de Trotsky a été emporté.

(Suite page 2)

La Gestapo réprime féroce les Trotskistes

En novembre 1935, l'organisation des communistes internationalistes d'Allemagne (I.K.D. section allemande de la IV^e Internationale) recevait la nouvelle de l'arrestation de nombreux bolchevicks-léninistes de toute l'Allemagne par lesquels celle de 12 militants du groupe de Gelsenkirchen (Prusse rhénane). Le silence fut gardé pour ne pas donner prise à de graves condamnations.



EDGARD ANDRÉ assassiné par La Gestapo

Il y a quelques jours, au moment où de vieux bolchevicks viennent d'être fusillés par Staline comme agents de la Gestapo, nous venons de recevoir la nouvelle des condamnations qui ont frappé nos camarades. Neuf d'entre eux ont été condamnés le 24 juillet, après une instruction de 9 mois, en moyenne à 3 à 4 ans de prison. Le camarade Weiner Goldschmidt a été condamné à 6 années de prison, quoiqu'on n'ait pas relevé la moindre preuve contre lui.

(Suite page 2)

Soutenons l'héroïsme de Madrid

Ouvriers de chez Renault et Brandt envoyez aux milices le matériel destiné à Franco

La Bataille pour Madrid

Quelle que soit l'issue immédiate de la bataille pour Madrid, elle donne au monde prolétaire une leçon admirable, celle de l'héroïsme prolétaire.

Les ouvriers français suivent avec passion le déroulement de la lutte. La « démocratie » qui se défend avec ce courage, ce mépris de la mort, cette énergie farouche — non, ce n'est pas le fantôme de la bourgeoisie libérale. C'est le prolétariat socialiste qui dresse tous ses muscles et sa force contre le capitalisme réactionnaire ! Ce sont les ouvriers et les paysans luttant pour le socialisme !

Madrid prolétaire lutte à l'avant-garde du prolétariat international.

La gravité des événements nous dicte une fois de plus notre devoir: Avec les ouvriers espagnols, préparons notre propre lutte contre le capitalisme.

Manifestons contre le blocus imposé à l'Espagne par l'équipe Blum-Daladier ! Contre les entraves mises aux transports d'armes !

Les pleurnicheries sur le « pacifisme » ne résolvent rien. Elles couvrent seulement les monstrueuses dépenses pour la défense du capitalisme français.

Blum donne 25 milliards dans son budget de la guerre pour défendre les coffres-forts de l'impérialisme français, mais il considère que le soutien de la révolution espagnole ne peut qu'entraîner... la guerre. Quelle hypocrisie !

Le Gouvernement Caballero à Valence.

Devant la poussée de Franco sur Madrid, le gouvernement Caballero s'est rendu à Valence. La raison est, paraît-il de maintenir la fiction juridique du « Gouvernement légal » hors d'atteinte du fascisme.

Mais en fait, c'est sur le front de Madrid que se joue l'existence réelle de ce gouvernement. Et à Madrid, qui se bat ? Les ouvriers. Et pourquoi se battent-ils (aidés des colonnes prolétariennes venues de Barcelone — et non de Valence) ? Pour le socialisme, pour la chute du capitalisme.

Si bien que l'issue de la bataille signifiera ou bien l'effacement du pouvoir de la coalition bourgeoisie-libérale-ouvrière, ou bien le passage du pouvoir entre les mains des ouvriers, et inévitablement des pas nouveaux en avant dans la voie de l'expropriation du grand capital. Les ouvriers catalans, qui ont déjà imposé un régime social bien plus avancé que celui du gouvernement de Valence, ne veulent pas revenir en arrière. Quelle signification auront alors les Cortes que Caballero convoque à Valence ? Une dernière fiction.

En Catalogne.

Depuis 15 jours, un mouvement s'est nettement prononcé de la part des ouvriers catalans pour la reviv-

sion du régime actuel des milices et de l'organisation du pouvoir.

Le P. O. U. M. et son journal la **Catala**, ainsi que certaines fractions de la C. N. T., ce sont fait l'écho de ce mouvement. La classe ouvrière catalane comprend la nécessité de la discipline et de l'autorité. Mais elle veut que cette autorité soit la **sienne propre**, et non celle de l'Etat petit-bourgeois.

Les miliciens déclarent : discipline, oui ! Militarisation, non ! Malgré cela, on vient de remettre en vigueur le **Code de justice militaire monarchiste**, qui date de 1904, en attendant qu'un nouveau soit rédigé.

Cette faute grave, jointe à quelques autres, a provoqué une réaction légitime dans les rangs de la classe ouvrière. Et l'écho, affaibli, s'en est exprimé par les dirigeants du P. O. U. M.

Dans son discours du 25 octobre, **Nin** déclarait : « Nous sommes entrés dans le Gouvernement de la Généralité de Catalogne avec notre personnalité, tout votre programme, notre drapeau déployé, pour servir la cause du prolétariat. »

(Suite page 2)

Avant le Congrès de la Métallurgie

Le rapport moral et administratif du bureau fédéral annonce 725 syndicats groupant 600.000 adhérents. La veille des mouvements grévistes de juin, 100.000 syndiqués aux métaux. En pleine lutte, la Fédération a sextuplé ses effectifs.

Aujourd'hui, dans toutes les usines, une section syndicale groupe la grande majorité des métallurgistes. De nouveaux militants se sont révélés au cours des luttes de juin. Le mouvement syndical s'est enrichi considérablement et sur une base de combat.

Les métallurgistes constituent dans la C. G. T. la partie la plus décisive dans le combat contre le patronat.

Le Congrès de la Fédération des métaux a donc une grande importance. Tous les travailleurs suivront avec attention les travaux du congrès des métaux.

Comment se présente ce congrès ?

Il aura lieu du 25 au 27 novembre 1936 à Paris, Salle de la Mutualité. « L'Union des Métaux », organe mensuel de la Fédération publique, dans son numéro d'octobre, les différents rapports fédéraux : moral et financier, statuts, action fédérale, organisation et propagande.

De nombreux camarades métallurgistes ont trouvé que la parution de « L'Union des Métaux » était tardive.

(Suite page 3.)

BUDGET DE GUERRE !

Voici, d'après le budget de 1936, quelle était la répartition des dépenses :

Dette publique	21,30	%
Dette viagère	8,89	%
Dette viagère de guerre	11,43	%
Dépenses militaires	26,95	%
Dépenses sociales	5,78	%
Autres dépenses	23,65	%

Pour 1937, il y aura en plus un budget militaire spécial de 8 à 10 milliards. Au total, c'est près de la moitié des dépenses du pays qui passent dans la préparation à la prochaine guerre.

QUI PAYE ?

C'est vous, qui suiez dans les usines, les chantiers et les bureaux, pendant que les industriels s'enrichissent !

ASSEZ DE CE REGIME D'EXPLOITATION ET DE MORT.

Il faut imposer au patronat de ce pays, le

CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION,

PAR

les Comités d'usine, les sections syndicales

Pour cela, il faut organiser de puissants CONGRES DES DELEGUES ET COMITES D'USINE.

La Guépéou prépare un nouveau crime

La répression en Indochine

Voici le deuxième télégramme de M. Moutet, ministre des colonies au Gouvernement de l'Indochine: « Il faut maintenir l'ordre public par tous les moyens légitimes contre ceux qui tenteraient de le troubler. »

Et « La Lutte de Saïgon » nous a annoncé: « Alerie ! L'ordre de la répression est donné. Les ateliers régionaux fabriquent des milliers de matraques. En province, les brutes de la milice et de la police jointes aux notables vont faire des centaines de victimes. Verrons-nous le retour des années sanglantes ? »

Le gouverneur de la Cochinchine a ordonné la dissolution des comités d'action des masses travailleuses et la cessation de toute agitation.

Trois des principaux organisateurs du Comité de convocation du Congrès Indochinois, Ta-Thu-Thân, Nguyễn van Tao et Nguyễn an Tinh sont arrêtés. La police, les délégués administratifs, les notables sèment la terreur, des arrestations de masses, des menaces, des intimidations, des renvois des usines, des magasins tous ceux qui fréquentent les comités d'action. Parallèlement à ces répressions contre la lutte des masses travailleuses indochinoises, le Gouvernement de Blum-Moutet-Thorez mobilise tout l'appareil de colonisation pour organiser une parade au Théâtre Municipal de Saïgon jouée par les représentants de la bourgeoisie indigène sous le couvert de Congrès Indochinois pour élaborer un cahier de revendications: les autos de services de la sûreté, les délégués du peuple indochinois (???) des Travaux Publics transportent des provinces, des coins du village, les pantins, les vendus. Les pauvres Nhaké ignorants au Congrès.

Les ouvriers français doivent soutenir leurs frères indochinois en menant une lutte intransigeante contre leur propre bourgeoisie, pour expropriation, pour instaurer le gouvernement ouvrier et paysan seul capable de leur donner la liberté de disposer d'eux-mêmes. Les

Tortures au Tonkin

Au Tonkin, les scieurs de bois gagnent un salaire misérable. Avant la crise il était de 0 fr. 10 le mètre cube de bois. Il avait été réduit de moitié. Il faut être deux pour scier et chaque jour, une équipe ne peut dépasser cinq à six mètres cubes. Cela fait 2 fr. 50 à 3 fr. pour deux hommes. Encore le travail épuisant contraint-il à prendre 2 à 3 jours de repos par quinzaine.

Après l'avènement du gouvernement Blum-Moutet, les scieurs en bois se concertent pour obtenir deux sous de plus. Les patrons ont répondu en sollicitant l'intervention de la sûreté.

Le 18 octobre quinze ouvriers furent arrêtés. L'un d'eux, Hoang-van-Ban, père de deux enfants, âgé de 27 ans, fut trouvé porteur d'un tract écrit à la main invitant les scieurs à ne plus travailler au rabais. On le tortura cruellement pour lui arracher le nom des auteurs du mouvement.

Après trois jours de torture, on le libéra en lui accordant quarante-huit heures pour moucher ses camarades et dénoncer les suspects.

Affolé de douleur et ne voulant pas revivre les tortures de la Sûreté, Hoang-van-Ban s'est suicidé dans la nuit du 22 octobre. La Sûreté s'est emparé de son corps.

Les travailleurs de France arracheront-ils enfin du gouvernement l'annulation totale en Indochine, les libertés syndicales et démocratiques pour les travailleurs coloniaux ?

Communiqué

Le groupe de Lille communique l'exclusion du parti de Lebreton (Breton), qui fut quelques temps secrétaire de ce groupe. Lebreton a commis plusieurs vols aux dépens de l'organisation. Ces actes d'indécence ont été reconnus par lui.

Décision du Secrétariat International sur le cas Fosco.

Après avoir entendu le rapport du délégué du S.I. en Espagne et examiné l'exclusion de Fosco par le groupe P.B.L. de Barcelone qui a refusé sa démission, le S.I. déclare décliné toute responsabilité en ce qui concerne l'activité de Fosco, qui n'a jamais représenté en Espagne aucun organisme affilié au Secrétariat pour la IV^e Internationale.

Renforcez le Comité de Défense de

En Espagne

(Suite de la page 1)

Cependant, nos camarades du P. O. U. M. reconnaissent que le code militaire, remis en vigueur, est « une compilation de mesures répressives de classe. C'est un code bourgeois... La législation militaire est toute entière dirigée contre la propagande politique dans les casernes. L'on doit comprendre pourquoi nous ne pouvons transiger sur ce point et accepter d'appliquer, même provisoirement le code militaire actuellement en vigueur ».

Et le 6 novembre, eut lieu une réunion du Conseil de la Généralité avec des représentants de toutes les organisations ouvrières, qui adopta la résolution suivante:

« Remis sous la présidence du président de la Généralité (Compagnys), les Conseillers et représentants des différentes organisations syndicales et politiques qui le composent, pour étudier les problèmes urgents que pose la guerre et le mouvement révolutionnaire que nous vivons, après une large discussion, s'accordent à déclarer ce qui suit:

« Ratifie sa pleine confiance et adhésion au Conseil de la Généralité, dont ils s'engagent tous, à soutenir et appuyer au moyen de tous leurs organes, de diffusion et de propagande, les dispositions suivantes: demander à tout le peuple de Catalogne que devant le fait historique que nous vivons, il accomplisse avec discipline tous les décrets que décide le Conseil, seul moyen de gagner la guerre et de continuer la transformation sociale commencée. »

« Comme on voit, une lutte sourde se livre en réalité dans le sein du Conseil, entre les éléments bourgeois (Compagnys, Comorera) et ceux du P. O. U. M. et de la C. N. T., qui traduisent — au moins partiellement — la volonté révolutionnaire des ouvriers.

L'avenir de la révolution espagnole se joue là, aussi bien que sur le front de Madrid.

Pourquoi le Gouvernement Caballero, n'a pas donné l'autonomie au Maroc.

Dès l'avènement du Gouvernement de Front Populaire en Espagne, le Comité d'Action de Petouan représentant le mouvement nationaliste arabe dans la zone nord du Maroc, avait présenté un plan de revendications exigeant les libertés démocratiques élémentaires: liberté de la presse, liberté d'association, liberté de réunions. Rn refut fort bien les délégués, mais ce fut tout.

Le Gouvernement du Frente Popular, a continué la politique de l'impérialisme. La guerre civile devrait confirmer d'une manière tragique.

Aujourd'hui, nous savons de source sûre que le Gouvernement de Madrid a été directement sollicité de proclamer l'indépendance du Maroc. Sous la pression de la petite bourgeoisie espagnole et du Gouvernement Blum, il a refusé, sacrifiant ainsi délibérément la révolution aux intérêts capitalistes qu'il s'efforce encore de sauver.

Nous sommes prêts à apporter des preuves, à l'appui de cette affirmation.

Il faut dire aux ouvriers de France, d'Espagne et du monde, pourquoi Franco, par un coup d'une démagogie inouïe, peut aujourd'hui se servir des marocains, pour massacrer nos frères de Madrid.

Il faut dire les écrasantes responsabilités du Gouvernement Daladier-Blum, qui a exercé son chantage sur le gouvernement de Front Populaire Espagnol.

Nous le ferons dans un prochain article.

Le Gérant: AIACHE



IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Rognolet, PARIS-XI^e
Tél.: Roquette 52-93.

L'attitude capitulaire du Gouvernement norvégien

Le gouvernement norvégien a rendu le 29 octobre un nouveau « décret d'urgence », la « loi Trotsky N° 2 »: « Un étranger, qui aux termes de l'ordonnance provisoire du 31 août 1936 est interné, ne peut pas plaider devant un tribunal norvégien sans l'assentiment du Ministère de la Justice. Cet assentiment peut être refusé si les relations de l'Etat avec un autre pays l'exigent. » Sur la base de cette loi créée ad hoc, le gouvernement a donc interdit à Léon Trotsky d'initier un procès en diffamation aux rédacteurs de l'« Arbeideren » (socialiste) et du « Fritt Folk » (fasciste). Ce nouveau décret vraiment singulier s'appuie sur le paragraphe 17 de la Constitution norvégienne, qui donne le droit au gouvernement lors des vacances du parlement, d'édicter des ordonnances provisoires pour tout ce qui concerne « le commerce, l'industrie, les douanes et la police ». Le gouvernement « ouvrier » norvégien ne craint donc pas de se servir de ce paragraphe pour créer une législation d'exception contre Trotsky, montrant par là la voie à la bourgeoisie norvégienne pour se débarrasser de la démocratie.

L'avocat de Léon Trotsky, Michael Pantervold, ne veut nullement se laisser arrêter par cette dernière décision et va porter la chose devant le tribunal suprême du pays. Il reste à attendre si les juges norvégiens auront l'épine dorsale assez solide pour déclarer au gouvernement que la loi Trotsky N° 2 représente purement et simplement une violation de la Constitution.

L'avocat d'Etat Sund, le plus haut représentant du barreau a déclaré dans un interview pour défendre le nouveau décret: « Un jugement dans une telle matière pourrait être au plus haut degré préjudiciable à notre pays. » (Dagbladet, Oslo, 29 octobre). C'est dans la même voie que marche le rédacteur de l'« Arbeiderbladet », Tranael, quand il déclare qu'un tel procès et le jugement d'un tribunal norvégien à ce sujet pourraient troubler à un degré extrême les relations de la Norvège avec l'Union soviétique.

Le journal staliniste « Arbeideren » a réclamé sans arrêt l'interdiction du procès et l'ambassadeur soviétique en Norvège n'a pas manqué de faire entendre de grandes menaces. Le nouveau décret norvégien a donc été forgé pour éviter au Tribunal militaire suprême de l'Union soviétique la honte de voir son jugement réduit à néant par un tribunal norvégien impartial et le procès des « terroristes » de Moscou démasqué comme une des tromperies les plus monstrueuses et les plus honteuses de l'histoire. Lorsque le rédacteur de l'« Arbeideren » saluait la loi Trotsky N° 2, il ne s'imaginait pas, dans son esprit borné, qu'il applaudissait à une gifle retentissante pour la justice soviétique.

(Suite de la page 1)

Qu'attend donc l'Humanité pour (non par la parole mais dans les actes) dénoncer Blum et les radicaux, qui assassinent l'« Espagne Révolutionnaire » et font « matraquer les ouvriers » ?

Mais Thorez nous a déjà répondu: « Plus que jamais, l'expérience de collaboration avec la bourgeoisie doit continuer ! ».

Cela signifie: Jouer à cache-cache avec les ouvriers communistes, socialistes, sans parti !

C'est pourquoi, assuré d'exprimer clairement leurs volontés, le Parti Ouvrier Internationaliste a lancé le mot d'ordre d'un Front prolétarien révolutionnaire, pour lutter contre le capitalisme, pour l'occupation de masse généralisée (préparée par le Congrès des délégués d'usines) contre la guerre impérialiste par l'abolition des deux ans, contre le fascisme par la Milice ouvrière.

Rassembler les ouvriers sur le terrain de classes contre l'exploitateur, c'est la seule voie, pour entraîner les classes moyennes inquiètes et hésitantes, pour briser la contre-offensive patronale, et pour préparer les victoires futures.



LÉON TROTSKY



Léon Trotsky est en butte aux attaques de Staline qui voudrait enfoncer dans les masses l'idée que le compagnon de Lénine est un terroriste et un agent de la Gestapo. Léon Trotsky est placé par le gouvernement « socialiste et ouvrier » de Norvège, sous la pression cynique de la bureaucratie stalinienne dans l'impossibilité matérielle presque absolue de rejeter des accusations inouïes au moyen desquelles la bureaucratie stalinienne avec le puissant concours de tous les moyens de publicité, s'efforce — non seulement d'abattre le chef révolutionnaire — mais encore d'écraser ceux qui représentent le présent et l'avenir de la révolution russe, de la révolution mondiale.

Militant de la classe ouvrière depuis quarante années de services assez durs et glorieux, Léon Trotsky s'est dressé à la Fédération Syndicale Internationale, la plus grande organisation syndicale des travailleurs. Il lui demandait non pas de s'ériger en tribunal d'appel du procès de Moscou; il portait devant elle le dossier qui faisait justice de ces « accusations » injurieuses dont on l'accablait, qui établissait que le procès de Moscou est un complot contre la classe ouvrière mondiale.

Mais le gouvernement norvégien a transformé le « droit d'asile » en emprisonnement, pis qu'un emprisonnement car un emprisonné a le droit de répondre à l'accusation dirigée contre lui. Le gouvernement norvégien retient l'appel de Trotsky et empêche qu'il ne parvienne à la F.S.I. L'avocat de Léon Trotsky à Paris a porté ce fait à la connaissance du bureau de la F.S.I. en lui demandant de se faire immédiatement au moins délivrer l'appel qui lui était destiné et dont le contenu demeure ignoré et d'envoyer auprès de Léon Trotsky un avocat ou une personne qualifiée désignée par elle.

Jusqu'à ce jour, le bureau de la F.S.I. ne paraît pas vouloir connaître la question. Il lui semble qu'il s'agit d'une question plutôt politique ou juridique qu'une question de ressort de la centrale syndicale. Cependant elle avait mieux compris que le procès de Moscou pesait d'un poids écrasant sur tout le mouvement ouvrier lorsqu'elle s'associa au télégramme de l'I.O.S. au cours du procès de Moscou.

Les choses ont-elles changé depuis ? C'est-à-dire depuis l'exécution des seize victimes. Les travailleurs soucieux de l'intégrité du mouvement ouvrier ne le comprendront pas. Plus que jamais les événements d'Espagne et de France exigent l'intégrité et la clarté dans le mouvement ouvrier. Seules des méthodes honnêtes peuvent les préserver. Les travailleurs qui ne s'embarrassent pas de considérations de diplomatie interne, appelleront la F.S.I. à remplir cette tâche.

Le gouvernement de Staline s'applique d'ailleurs à défaire l'argumentation du bureau de la F.S.I. Le prochain procès qui se prépare à Moscou n'est plus un procès politique: il s'agit du « sabotage économique » dans le domaine de l'industrie lourde et autres — c'est-à-dire des conditions même du travail. La mince cloison opposée à l'examen de la question ne tient donc même plus. La Centrale syndicale attendra-t-elle que crimes sur crimes aient démantelé le mouvement ouvrier ?

Il vient de se former aux Etats-Unis un Comité provisoire pour la défense de Léon Trotsky. Ce comité entend, dans l'appel qu'il vient de lancer, mener la lutte sur les deux fronts (ils sont d'ailleurs liés l'un à l'autre); une enquête internationale sur le procès de Moscou et la libération de L. Trotsky de la prison norvégienne, son droit de jouir du droit d'asile démocratique.

Les initiateurs de ce Comité sont: Norma Thomas, chef du Parti socialiste américain; Devere Allen, membre du Comité national exécutif du parti socialiste; John Dewey, professeur, philosophe connu mondialement; Freda Kirschwey, du bureau de rédaction du grand journal « The Nation »; Joseph Wood Krutch, écrivain; Horace M. Kallen, un des chefs du mouvement coopératif des Etats-Unis.

De nombreux écrivains, professeurs et militants ouvriers ont déjà répondu à l'appel des initiateurs.

Messieurs de l'Humanité répondez !

Notre accusation porte ! MM. Magnien et Cie, les pogromistes de l'Humanité et collaborateurs de la Guépéou ne savent comment répondre à notre LIVRE ROUGE, qui se répand rapidement. Déjà plus de 2.000 exemplaires de ce volume ont été diffusés.

Les provocateurs à Moscou ont affirmé avoir reçu à Copenhague des directives de Trotsky sur la terreur, grâce à Sédov.

LE LIVRE ROUGE démontre que Sédov n'a jamais été à Copenhague!... Et bien d'autres choses encore !

Les Magniens et les Arajan ferment leur bouche. Mais la question est posée: Appliquez-vous, Messieurs, si vous pouvez !

MM. les Pogromistes de « l'Humanité » ne demandent pas moins que notre dissolution et notre arrestation.

QU'ATTEND-ON, demandent ces parlementaires engraisés, POUR METTRE TOUT CE JOLI MONDE HORS D'ETAT DE NUIRE ?

Et qu'attendent ces MM. pour préciser ? Les calomnieux parlent de « criminels trotskistes », mais ils n'osent citer ni le P.O.I., ni La Lutte Ouvrière.

Ils sont embarrassés par leurs mensonges. Ils se taisent sous le poids des accusations du LIVRE ROUGE. Ils vont alors ramasser leurs ordures dans le bétier du démarcheur de Farman, Kérillis leur nouvel allié dans le sein de l'Etat-Major fasciste.

Mais les ouvriers intensifieront avec nous la riposte à ces Basiles.

Ecole Bolchévique

La deuxième série de cours portera sur l'A.B.C. du Marxisme, et complètera 4 leçons. Les quatre leçons seront faites par le camarade Van. Voici les dates et les sujets qui seront traités:

I. Lundi 16 novembre: La conception matérialiste de la Société.
II. Lundi 23 novembre: Le développement du capitalisme.

Tous les cours ont lieu à 20 h. 30 au Café d'Aragnan, 52, boulevard Magenta. Camarades, venez nombreux Lundi 16, à la première réunion, et amenez des sympathisants.

Le cambriolage

(Suite de la page 1)

Par une chance heureuse, il semble que le butin soit maigre. Les dossiers emportés sont surtout des collections d'articles, des séries de revues et de journaux de divers pays, des recueils de coupures et de documents avec de la correspondance.

La Guépéou s'attendait-elle à mettre la main sur des papiers « compromettants »? Mieux que personne elle sait qu'il n'y a pas de documents « compromettants » parmi les militants de la IV^e Internationale. Mieux que personne elle sait à quoi s'en tenir sur les liaisons des trotskystes avec les terroristes, la Gestapo et le Pape.

Mais nous savons aussi que le procès de Moscou a révélé le vide absolu sur lequel la Guépéou a étayé sa démonstration de terrorisme et de collusion avec la Gestapo contre Léon Trotsky. Pour un second procès, un peu de matériel ne sera pas de trop pour les falsifications et les truquages, pour étoffer une construction policière. Aussi peut-on craindre une « utilisation » des archives pillées tout aussi « scientifique » que le matériel qui a servi à la cambriolage.

Alors que la menace d'un second procès pèse sur les têtes de Piakou, de Sokolnikov, de Putna et sur le mouvement révolutionnaire contre lequel Staline et son appareil s'acharnent intensément, on prévoit l'usage que la Guépéou réserve au butin de la rue Michelet.

Mais cette opération honteuse de basse politique opérée en plein centre des travailleurs parisiens étale à leurs yeux avec une brutalité de un cynisme jamais atteints l'emploi que la bureaucratie stalinienne fait de la police politique d'état dans le mouvement ouvrier. Il n'est pas de mesure si basse et si brutale, empruntée à l'arsenal des polices secrètes des régimes les plus justement exécutés, battant de loin en perfection le monte en l'air de De La Roque dont elle recule devant l'emploi pour défendre ses intérêts menacés.

La vigilance des travailleurs doit être plus que jamais résolue pour arrêter les exploits de la guépéou, pour défendre Trotsky et les siens, pour briser les attaques criminelles contre les lutteurs de la IV^e Internationale. Il y a quelques heures la police arrêtait un mystérieux filateur qui s'attachait aux pas de Léon Sedoff, le fils de Trotsky. Il s'agissait d'un russe bizarre au passé bien ténébreux.

Qu'ose l'on encore tramer au milieu des travailleurs mêmes de ce pays ?

N.-B. — L'Humanité se saisit de la coïncidence qui veut que la filiale parisiennne du Centre de documentation qui réunit les archives de toutes tendances, y compris stalinienne, est dirigée par un historien réputé de tendance menchevick, pour nous accuser de liaison avec le parti menchevick.

Cet argument (!?) du style stalinien est dans l'esprit des auteurs destiné à faire oublier que la plupart des menchevicks sont devenus des collaborateurs les plus anti-trotskyistes, de Staline, et que la politique menchevick d'alliance avec Herriot, Azana, Roosevelt et Cie est devenue la règle de l'I.C. !

La répression de la Gestapo

★ ★

(Suite page 3.)

Les trois autres camarades ont été traduits à Berlin devant le « tribunal du peuple » à la mi-octobre. L'accusation ne reposait que sur des « aveux » arrachés par onze mois de torture. Le camarade Paul Maos a été condamné à 5 années et la camarade Albertine Kij à 8 ans de prison. Nos camarades se sont comportés avec le plus grand courage. Paul Maos prit sur lui toutes les « responsabilités » et dans ses dernières paroles, il proclama hautement qu'il était un bolchevik-léniniste, un trotskyste.

Le Parti Ouvrier Internationaliste et les Jeunes Socialistes Révolutionnaires saluent fraternellement les héroïques bolcheviks-léninistes allemands, frappés par les agents de la Gestapo hitlérienne.

L'Humanité se tait sur le Livre rouge

LES LUTTES OUVRIERES

Le Bâtiment reprend la lutte Par le Congrès des Délégués préparons l'occupation de masse

Cinq mois après les règlements des conflits de juin, les gars du Bâtiment doivent reprendre leur lutte traditionnelle. Nos dirigeants syndicaux et fédéraux avaient pris la mauvaise habitude de régler les conflits dans les bureaux du Ministère du Travail. Mais ce moyen s'avère maintenant inefficace.

La grève de juin

Au début de juin les métallurgistes en grève occupent les usines. Le mouvement s'étend dans d'autres industries. Dans le Bâtiment, quelques mouvements hardis et méthodiquement organisés dans les corporations d'avant-garde font présager, à brève échéance, une lutte farouche dans toute l'industrie.

La Bourgeoisie s'inquiète. Le gouvernement du Front populaire avec la complicité du parti communiste s'attache à calmer les esprits. Les postes dirigeants de notre Fédération sont presque entièrement détenus par des membres influents du parti stalinien, qui mettent tout en œuvre pour freiner le mouvement.

La Région fédérale de Paris déclanche la grève générale avant que le mouvement ait mûri suffisamment. Elle forme le comité central de grève avec, seulement, les conseils syndicaux, qui en majorité sont constitués d'éléments « sectaires » du parti stalinien.

Les accords Matignon sont signés. La Fédération qui a l'emprise sur le Syndicat des terrassiers, lui fait signer un règlement de conflit honteux avec le patronat. Mais le mouvement est trop fort, les gars du Bâtiment, drapeau en tête descendent dans la rue. La Fédération organise un grand meeting à Vincennes, dans la confusion, alors que des corporations ont décidé de continuer la lutte, on y donne l'impression que la grève est terminée, qu'il faut reprendre le travail. Toute la presse de gauche y compris l'Humanité laisse entendre assez confusément que la grève du Bâtiment est terminée. Malgré cela la grève se poursuit dans certaines corporations. Les ouvriers encore en lutte sont écorchés de la manœuvre stalinienne. La déclaration de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève », sera, comme nous le verrons, d'un poids très lourd pour les épaulés des responsables stalinien.

Les conséquences du mauvais règlement du conflit

Le 6 octobre cent-trente électriciens de la Maison Verger-Delporte sont en grève. La raison : renvoi de délégués et refus de payer les vacances, le patron, M. Verger est le président de la Chambre Syndicale patronale. La première attaque est déclenchée, on a choisi la corporation la moins combattive, l'Echo de Paris apporte son appui et ses félicitations. Après un mois de lutte le Syndicat décide une grève de solidarité de 24 heures pour toute la corporation. Le lendemain lock-out partiel de la part des patrons.

C'est ici que le mouvement provoqué par le patronat prend un autre caractère, l'exemple du chantier de l'Opéra est assez édifiant. Le vendredi 6 novembre devant le lock-out partiel des électriciens et la provocation de deux croix de feu les 700 gars du Bâtiment de ce chantier décident la grève de solidarité qui se termine par le renvoi des deux croix de feu et la promesse de la journée de grève payée.

Depuis 35 jours nos camarades électriciens luttent dans les plus grandes difficultés, les responsables syndicaux et fédéraux ne sont plus reçus courtoisement dans les bureaux du Ministère du Travail, la police protège ouvertement les jaunes, arrestations et inculpations pour entrave à la liberté de travail. La bourgeoisie et son gouvernement du Front populaire pensent que maintenant le rapport des forces a changé.

L'action directe doit reprendre

Le lundi 9 novembre les critiques sont sévères pour la direction fédérale à l'assemblée des délégués des chantiers du Bâtiment qui se tient au 33, rue de la Grange-aux-Belles, les militants des corporations qui en juin, avaient décidé de continuer la grève malgré la décision fédérale disent :

— En juin vous n'avez rien fait pour faire payer l'indemnité de grève !

— La solidarité pour les corpo-

ractions restant dans la lutte a été sabotée !

— Toi aussi Arrachart, tu as dit qu'il fallait savoir terminer une grève !

Les stalinien qui sont à la direction fédérale et des syndicats subissent les conséquences du compromis de leur parti avec les partis de la bourgeoisie.

Devant l'attitude du gouvernement du Front Populaire et l'esprit de lutte des gars du Bâtiment, devant les grèves provoquées par le patronat, ils sont obligés d'organiser la résistance. Déjà, ils ont décidé la grève d'une heure du Bâtiment de Paris pour le vendredi 13 novembre. Un grand meeting se tiendra ce jour, dans lequel ils ont invité les différents partis composant le Front Populaire à venir se rendre compte et s'expliquer sur la situation qui est faite aux ouvriers.

En juin, les ouvriers, en général nouvellement organisés, sont partis dans la lutte dans l'enthousiasme, ils ont été trop confiants envers ceux qui avaient pour tâche de les diriger. Depuis cinq mois, les comités de chantiers et d'entreprises se sont fortifiés, l'expérience de juin a éclairé les esprits. L'action directe vieille tradition de lutte du Bâtiment doit reprendre chez nous, obligera notre direction fédérale à laisser se développer la lutte de classe dans notre industrie.

Dans la situation actuelle notre parti pense qu'il faut avant tout unifier les luttes.

C'est pourquoi les ouvriers du Bâtiment prépareront leurs Congrès de délégués en vue d'organiser une riposte de grande envergure, en accord avec les congrès des autres industries, la métallurgie en particulier.

POUR UNE OCCUPATION DE MASSE GENERALISEE

Le Congrès des Techniciens de la Métallurgie montre la voie : L'ACTION DIRECTE

Un Congrès extraordinaire du Syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la Région Parisienne s'est tenu dimanche 8 novembre, salle Didier. 325 délégués y représentaient 15.600 syndiqués de 129 entreprises. Le rapport d'orientation de la Fédération, dont nous avons parlé ici même fut non seulement adopté, mais encore complété par les suggestions de nombreux camarades. Voici les extraits essentiels de la résolution votée à la quasi unanimité. Après avoir condamné l'arbitrage obligatoire, elle dit :

On remarque une volonté très nette du patronat d'amoindrir les résultats qui lui ont été arrachés, soit :

— par la non application du contrat par sa mauvaise interprétation, — par le renvoi sans motif des délégués ou des plus gênants cégétistes, — par un ralentissement voulu des affaires (refus de commandes), — par une diminution des heures de travail.

Le Congrès dénonce les organisations qui se sont créées en dehors de la C. G. T. sous l'inspiration directe des patrons, pour jeter la division parmi les salariés. Le Congrès déplore l'attitude du Gouvernement et des pouvoirs publics devant toutes les manifestations énoncées ci-dessus, dont les salariés sont les premières victimes.

Le Congrès constate que l'attitude du Patronat n'est pas l'unique cause de la diminution des conditions d'existence des salariés. Il tient à souligner que la récente dévaluation monétaire a pour conséquence un renchérissement du coût de la vie et sert en même temps le Patronat dans ses manœuvres contre les salariés.

Le Congrès, tout en reconnaissant que l'Echelle Mobile, appliquée d'ailleurs avec des indices officiels faussés, n'est pas la panacée parfaite contre la hausse du coût de la vie, regrette vivement que son principe ait été délibérément abandonné sous la pression des congrégations économiques, lors de la discussion de la loi monétaire.

Dans les entreprises...

Chez Panhard-Levassor.

Les 3.000 ouvriers de chez Panhard continuent à occuper. Naturellement les dirigeants stalinien de la Fédération sont prêts à tout promettre. Jeudi 5, Marx Dormoy qui arbitre le conflit, propose un texte transactionnel, que la délégation s'engage à défendre et qui comportait l'évacuation des usines. Non sans grande dépense de salive, le compromis est adopté. Aussitôt informé, le patronat refuse le texte et Marx Dormoy déclare vendredi matin qu'il n'est plus d'accord avec son propre texte.

Le texte patronal prévoit la reprise par priorité des licenciés, dans la mesure du possible. Le texte des délégués syndicaux dit : « qu'au cas où il serait démontré par enquête qu'une partie des licenciements serait rendue inévitable... un accord tenant compte des 40 heures devra intervenir ».

On continue dans la même voie. Si on avait refusé le compromis le patronat aurait cédé; on aurait passé à l'offensive. Maintenant on admet qu'après les 40 heures imposées pour diminuer le chômage, des licenciements seront possibles. On se place sur le terrain du patronat. La seule garantie reste l'enquête. Mais quelle enquête ?

Seul le contrôle du comité d'entreprise sur toute la gestion de la Société Panhard, non pas inscrit dans les accords, mais réalisé permettra aux ouvriers d'opposer des arguments au patronat et de donner du travail à tous.

Sautter-Harlé.

Pour répondre à la magnifique grève de septembre-octobre, la direction débauche 110 ouvriers et techniciens. Les ouvriers sont prêts à la lutte. Mais ils sont représentés par Costes et Bédry qui se prononcent contre la grève et à plus forte raison contre l'occupation. Mais les ouvriers en ont marre de ces combinaisons.

Chez Lebaudy.

La contre-offensive patronale a réussi, en refusant systématiquement tout pourparlers tant que l'us-

sine serait occupée par les ouvriers, à faire évacuer la sucrerie. Quelques piquets de grève gardent cependant les portes.

Le Comité de grève s'est transporté dans un café voisin. Les ouvriers hors de l'usine, attendent l'arbitrage gouvernemental.

Les militants du P.O.I. et des J.S.R. ont fait savoir aux ouvriers que l'arbitrage d'un gouvernement donné par les radicaux ne peut être réalisé que contre l'intérêt des prolétaires.

Camarades de Lebaudy seule la lutte directe du prolétariat, seule l'occupation des usines comme en juin, restent les seules armes efficaces.

Cependant quoique fassent les ouvriers de Lebaudy les militants du P.O. et des J.S.R. seront solidaires de leurs camarades en lutte, et toujours à leurs côtés, contre le patronat.

Solidarité pour les ouvriers de Lebaudy.

Chez les monteurs électriciens.

La riposte ouvrière aux provocations de M. Verger a été éclatante. Les monteurs de la Région Parisienne ont prouvé que leur combativité est intacte et qu'ils sont prêts à défendre leurs droits. Les patrons essayent de dissocier le front ouvrier, ils en seront pour leurs frais. Au lendemain de la grève le patronat a tenté une grande manœuvre qui, en cas de réussite, amènera, pour les monteurs, l'abolition de leurs revendications. Face au patronat un seul mot d'ordre : grève générale. Pour faire aboutir vos revendications, contre les licenciements, pour obliger M. Verger à respecter sa signature, grève générale des monteurs électriciens.

Dans le Bâtiment.

En face des provocations patronales chez nos camarades monteurs électriciens, les camarades du Bâtiment doivent être prêts à soutenir nos camarades électriciens. Empêcher l'entrée des chantiers aux jaunes et préparer la grève du bâtiment.

La Politique Syndicale L'arbitrage obligatoire négarion de la lutte de classe

Pas une semaine sans un conflit provoqué par l'intransigeance du patronat. Dans tous les domaines de l'activité ouvrière, de la vie des ouvriers le patronat poursuit sa contre-offensive pour amoindrir le niveau de vie et les conditions de travail de la classe ouvrière.

Déjà, les capitalistes français ont remporté, depuis juin, une victoire sur le dos de la population laborieuse en imposant de toute leur puissance de classe dominante, la dévaluation du franc. Victoire du capitalisme financier, grâce à la capitulation des parlementaires du Front Populaire qui, unanimement, ont voté cette mesure.

Du même coup : la vie chère s'installe. Les avantages acquis en juin sur les salaires sont repris sous une autre forme.

Mais de la vague formidable de grèves de masse de juin, il reste de puissants syndicats qui ont grossi leurs rangs en pleine lutte, il reste dans les usines cette atmosphère qui marque la rupture de l'asservissement complet des patrons, il reste d'immenses possibilités de luttes. Les travailleurs, dans leur ensemble, seraient prêts à engager une lutte encore plus ample qu'en juin parce que riches d'une expérience grandiose et s'ils avaient des dirigeants qui guident leurs luttes.

Cependant, les yeux fixés sur les remous du Parlement aux mœurs bourgeoises, l'oreille attentive aux appels du gouvernement de l'Etat capitaliste, les dirigeants de la C. G. T. se retournent, inquiets, vers les travailleurs « trop turbulents ». Soyez calmes, camarades... patience... le gouvernement travaille pour vous... votre agitation vous pourrait détruire nos belles combinaisons... nos accords... »

De ce qui reste des grèves de juin, c'est-à-dire l'essentiel pour

A propos de "La Vie Ouvrière" et "Syndicats"

Deux hebdomadaires... la même orientation syndicale.

De précédents numéros de notre « Lutte Ouvrière » ont signalé la parution d'un nouvel hebdomadaire syndical, intitulé « Syndicats ».

Le contenu du premier numéro de ce journal indiquait nettement à son lecteur que l'orientation syndicale défendue serait celle du bureau de la C. G. T. ou plus exactement de Léon Jouhaux, René Belin et leurs amis réformistes. Or l'unanimité est de règle au bureau de la C. G. T.

Les « communistes » Racamond et Frachon ne rompent pas cette unanimité : politiquement, Jouhaux, Belin, Racamond et Frachon sont d'accord.

Mais voilà, il y a le Parti dit Communiste et surtout les cellules d'usines qui échappent au contrôle Confédéral.

La raison principale de la parution de « Syndicats » c'est la lutte dans les syndicats contre les cellules d'usines et par contre-coup, évidemment, la lutte pour les postes syndicaux, rétribués si possible.

L'accord politique entre les réformistes et les « communistes » du bureau de la C. G. T. existe hebdomadaire réciproques.

Même dans le contenu de leurs Dans « La Vie Ouvrière » du jeudi 5 novembre 1936, Racamond écrit :

« Pour faciliter l'expérience décisive, entreprise par le Rassemblement populaire, la C. G. T. accepte de bonne grâce tous les moyens préventifs susceptibles de rendre inutiles, pour la classe ouvrière, la grève et les occupations d'usines ».

Et René Belin, dans « Syndicats » de la même semaine, écrit :

« Si la classe ouvrière ne sait pas se dominer, si elle ne sait pas distinguer son intérêt général et le dégarer des intérêts purement corporatifs ou locaux, c'est un lourd obstacle supplémentaire sur notre route ».

A St-Etienne, le dimanche 8 novembre, Léon Jouhaux, lui, couronne cet accord en déclarant : « Nous réclamons l'arbitrage obligatoire. Cette mesure est devenue indispensable, ainsi que la neutralisation des usines. »

« La Vie Ouvrière » et « Syndicats » deux hebdomadaires pour... étouffer la lutte des classes.

L'action directe de classe, les dirigeants de la C.G.T. veulent le domestiquer et le soumettre au fameux arbitrage obligatoire.

Mais déjà quelques expériences d'arbitrage du gouvernement dans des conflits partiels ont mis en évidence les ouvriers. Ils ne laisseront pas altérer l'indépendance de classe de leurs organisations syndicales. Les ouvriers veulent rester les seuls à décider de leur action pour la défense de leurs intérêts comme pour la conquête de nouvelles revendications.

Avant le Congrès de la Métallurgie

Suite de la première page

Le plus important des rapports que nous examinerons, c'est celui sur l'action fédérale.

Toute la presse ouvrière explique depuis des semaines, notre Lutte Ouvrière en tête, les multiples attaques patronales contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Le rapport de la Fédération donne un exposé intéressant de la situation de l'industrie métallurgique. Mais pourquoi la classe ouvrière doit-elle concourir au redressement de la situation économique ? Est-il juste de tracer comme perspective aux métallurgistes, la conciliation de leurs luttes avec le maintien du statu quo ?

La direction fédérale n'hésite pas à écrire que : « Les Ouvriers désirent l'ordre sur la base du respect des contrats et accords signés ». Mais comme les patrons attaquent sans cesse, le rapport affirme : « Si le gouvernement du Front Populaire, en qui les métallurgistes placent leur confiance, ne dispose pas des moyens suffisants pour faire régner l'ordre, il se doit de les créer sans retard. » Autrement dit : métallurgistes ne faites rien, vous voulez l'ordre, ne le troublez pas, le gouvernement imposera l'ordre, le fameux ordre dont parlent si souvent les dirigeants du Parti dit Communiste.

Tout le rapport est, sur tous les problèmes revendicatifs, imprégné de cette confiance au Gouvernement pour remplacer l'action directe des métallurgistes.

Cette orientation conduit la direction fédérale à écrire : « L'arme de la grève et des grèves sur le tas, inaugurées au cours des mouvements de juin, si elles ont prouvées leur efficacité pour la réalisation de nos revendications principales, ne sont pas sans grands risques pour les travailleurs, si elles devaient se prolonger. »

La tactique des dirigeants de la Fédération se résume ainsi : Vous savez, camarades, nous sommes pour l'occupation des usines, mais aujourd'hui, il faut savoir faire un recul stratégique pour ne pas effrayer les classes moyennes. Voilà pourquoi il convient de savoir éviter les conflits.

De là découle normalement l'acceptation de l'arbitrage obligatoire parce qu'il convient de faciliter l'expérience du gouvernement de Front Populaire.

Il y a toujours un mais... Notre Lutte Ouvrière ne cesse d'expliquer, d'accord avec les métallurgistes, que la grève est et reste l'arme de lutte des ouvriers et que l'occupation des usines est et reste l' meilleure forme de la lutte gréviste.

L'expérience récente des conflits partiels a démontré que l'arbitrage du gouvernement a toujours été une arme entre les mains du patronat.

Seule l'action directe a permis aux métallurgistes d'arracher leurs revendications, seul le maintien de l'action directe oblige le patronat à respecter ses engagements.

Nous examinerons dans notre prochain numéro des problèmes particuliers posés par le rapport fédéral et par la situation : l'application de la semaine de 40 heures, les conventions collectives, le contrôle ouvrier sur la production, l'organisation de la défense ouvrière, la lutte contre les bandes fascistes auxiliaires du patronat et le problème des syndicats professionnels.

Le P.O.I. aux côtés des chômeurs

★ ★

Les 13, 14 et 15 novembre à lieu à Paris le Congrès National des chômeurs, où de tout les coins de France viendront les délégués des sans-travail pour discuter sur la situation qui leur est faite par les gouvernants de ce pays.

L'Union des Comités de chômeurs de la Région Parisienne a déjà pris position en faveur des centimes accordés par le gouvernement du Front populaire aux chômeurs (un franc par jour), il sera certainement difficile aux dirigeants de l'Union de justifier leur position; eux qui hier réclamaient pour les chômeurs 12 francs par jour d'allocation, l'exonération des loyers, le contrôle par les syndicats de l'embauchage et le débouchage, inscription de tout les chômeurs sans distinction d'âge, de sexe et de nationalité, etc., etc., aujourd'hui acceptent que malgré la dévaluation le gouvernement ne donne qu'un franc par jour en plus aux chômeurs. Rien n'est gagné puisque nous sommes toujours sous la menace des radiations, que l'on ne peut toujours pas changer de département pour chercher du travail dans un autre coin sans peine de crever de faim puisque l'on ne touche plus le chômage lorsque l'on sort du département où l'on habite.

Dans le temps jadis où les chefs communistes et socialistes étaient dans l'opposition ils défendaient, pour les chômeurs, les revendications citées plus haut, mais maintenant la situation a changé puisque maintenant les communistes et les socialistes ne défendent plus leur projet, puisqu'ils n'ont fait aucun vote à la Chambre dans ce sens et fait aucune manifestation publique en faveur de leurs projets pré-électoraux.

Un des Comités de chômeurs de l'A. R. P., celui de Colombes, a pris position dans ce sens et a ratifié un projet de revendications pour les sans-travail qui sera présenté et défendu au Congrès par ses délégués, projet sur la ligne générale duquel nous sommes d'accord. Il est réclamé dans ce projet une allocation vitale pour les chômeurs avec laquelle ils pourront vivre comme s'ils travaillaient; il est réclamé en outre, l'exonération du loyer des chômeurs, la création d'un fonds national de chômage qui permette aux chômeurs de toucher l'allocation de chômage dans n'importe quel département où il se trouve et de nombreuses autres revendications sur lesquelles nous reviendrons dans notre prochain numéro.

Le projet dit aussi que si les gouvernants ne veulent pas céder devant les légitimes revendications que doivent réclamer les chômeurs il faudra employer l'action directe. Devant l'opposition du comité de Colombes qui sûrement amènera d'autres comités sur ces positions, il est évident que les dirigeants de l'Union des Comités vont manœuvrer de façon que s'éteigne, au sein du Congrès l'opposition qui monte à l'intérieur des Comités.

LA VIE DU PARTI

Salle Albouy, 500 Travailleurs manifestent avec le P.O.I. pour la Révolution internationale

L'Assemblée vote un salut à Trotsky pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre.

Notre meeting du 7 novembre a connu un plein succès. Pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre, plus de 500 travailleurs et militants sont venus; nombreux sont les jeunes.

La séance, présidée par Boitel, est ouverte par un discours de Zeller qui, rappelant les enseignements de Lénine sur la guerre, fait un procès détaillé de la politique militariste de Blum, Duclos et Thorez, qui complète si bien celle de Weygand, Daladier et Compagnie. Il affirme notre volonté internationaliste de fraternisation des travailleurs contre les dirigeants impérialistes.

Son discours est suivi par une émouvante intervention de notre camarade Duerabon, momentanément en France, qui lutte dans la colonne « Lénine » du POUM en Espagne. Les travailleurs reprennent avec enthousiasme le chant de la Jeune-Garde, en l'honneur du prolétariat espagnol en lutte pour le socialisme.

Rous expose ensuite notre position sur les événements d'Espagne. Les leçons d'octobre trouvent aujourd'hui leur confirmation dans la Révolution espagnole : pour vaincre l'ennemi capitaliste, sous la forme la plus réactionnaire, la lutte de classes aiguë et la guerre civile sont inévitables; dans cette lutte la classe ouvrière doit conserver son indépendance, car elle seule peut résoudre les problèmes de la révolution dans la voie du socialisme.

Des pas énormes en avant dans ce sens ont été faits par le prolétariat espagnol, dit Rous, et nos critiques sur la position actuelle de la direction du POUM et de la CNT dans la coalition gouvernementale n'ont pour but que de faciliter le développement du mouvement prolétarien international.

Boitel excuse ensuite le camarade Dauge qui n'a pu venir de Belgique, retenu par un congrès de son organisation.

Puis Naville aborde les problèmes de la lutte en France. Il montre d'abord quelles sont les leçons fondamentales d'octobre : internationalisme, lutte de classes pour le pouvoir, démocratie prolétarienne. Maintenant, ces leçons sont bafouées en Russie. Trotsky, l'organisateur de la révolution d'octobre est emprisonné en Norvège.

Mais les progrès du prolétariat se font malgré les échecs. En Occident, la Révolution redresse la tête; elle lutte pour la victoire en Espagne, et d'un coup nous place au niveau historique le plus avancé.

En France aussi, l'heure sonne où la duperie du Front Populaire, de

la collaboration de classe, apparaît aux masses. Il faut faire surgir la vie consciente, organiser, le Front prolétarien révolutionnaire des masses, à l'usine, au champ, à l'atelier.

La Chambre et le Sénat ne sont que du simulacre. Le « bilan positif » de Blum c'est d'avoir empêché les ouvriers de pousser leurs conquêtes jusqu'à la lutte pour l'expropriation de la bourgeoisie.

Le P.O.I. lutte avec l'avant-garde ouvrière pour un Front prolétarien, une alliance des organisations ouvrières de classe, qui seul peut engager les masses dans la voie du gouvernement ouvrier.

Après cette intervention, Boitel lit un ordre du jour qui est adopté à l'unanimité, et la séance est levée au chant de l'Internationale.

ORDRE DU JOUR :

Les 500 travailleurs réunis à la Salle Albouy le 7 novembre à l'Appel du P.O.I., adressent leur salut le plus chaleureux au camarade Trotsky, l'un des dirigeants principaux de l'insurrection communiste victorieuse d'octobre 1917 en Russie et le pionnier de la IV^e Internationale, qui subit la répression du capitalisme international en Norvège.

Exigent la libération de Trotsky, le droit d'asile démocratique pour lui en Norvège, et proteste avec indignation contre l'interdiction par le Gouvernement norvégien du procès intenté par Trotsky à ses calomniateurs.

Demandent que la commission d'Enquête sur le Procès de Moscou soit réunie dans le plus bref délai, pour faire la lumière sur la machination ourdie par la Guépéou, et pour empêcher les fusillades qui suivront de nouveaux procès.

Les travailleurs réunis saluent les ouvriers d'Espagne, qui luttent héroïquement, non seulement sous les coups du fascisme International, mais en outre contre la neutralité de la démocratie capitaliste. Ils affirment leur volonté de lutter jusqu'au bout pour l'aide pratique en armes et munitions aux miliciens d'Espagne, dans la voie de la révolution d'octobre, celle de la révolution socialiste mondiale.

Réunion du P.O.I. à Auxerre.

Jeudi 5, le P.O.I. a fait une bonne réunion publique à Auxerre. Une soixantaine d'auditeurs étaient présents. Notre camarade Lecas présidait, et Rousset fit un exposé de notre politique attentivement suivi.

Bonne réunion pour le P.O.I. et les J.S.R. qui feront de nouveaux progrès dans l'année.

Chez les Pionniers rouges

Les Jeunes révolutionnaires repoussent la capitulation

Tous nos amis connaissent la situation faite aux Faucons Rouges par la direction de la S.F.I.O. Au Congrès du 11 novembre, la direction a fait voter une résolution (par 47 mandats contre 19) approuvant l'affiliation obligatoire à la S.F.I.O.

Les jeunes révolutionnaires se sont prononcés contre cette affiliation à la S.F.I.O., parce qu'elle signifiait en réalité la soumission à la politique social-patriote du gouvernement.

Voici quelques extraits de la motion présentée par nos amis de la majorité de la Région Parisienne :

1° Le rapport moral a beaucoup plus de soucis de défendre les intérêts politiques du Parti socialiste S.F.I.O. que ceux du mouvement des A.E.O. et de la jeunesse prolétarienne. Il est en plus uniquement dirigé contre les aides révolutionnaires qui n'approuvent pas la politique de collaboration de classe et de défense nationale du Gouvernement à direction socialiste.

2° Le rapport moral, sous de mauvais prétextes, cache mal le désir que l'on a de faire des A.E.O. une annexe exclusive de la S.F.I.O. Il s'oppose même à la C.G.T. unifiée d'une part pour échapper à l'influence du P.C. qui s'y manifeste et d'autre part surtout pour pouvoir chasser tous les jeunes révolutionnaires qui n'étant pas membres de la S.F.I.O. auraient fait valoir leur qualité de syndiqué.

d) L'obligation d'être membre de la S.F.I.O. qui exige des aides de conformer leur enseignement et leur attitude pédagogique aux décisions des Congrès du Parti socialiste et d'élever les enfants ouvriers comme futurs militants de ce Parti, à l'exclusion de toute autre organisation ouvrière.

3° Cette tentative d'annexion des A.E.O. à la S.F.I.O. s'accompagne d'un courant « révisionniste ». On tente d'opposer à notre conception marxiste de l'éducation qui place à la base de celle-ci la lutte née des conditions et des rapports de classe, l'idée bourgeoise et réactionnaire : « Education d'abord », qui veut situer l'éducation socialiste de l'enfance prolétarienne au-dessus de tout antagonisme de classe en attendant que le plus cher dé-

La Phalange

12^e : 34 fr. 50.
15^e : 80 fr., 105 fr., 102 fr., 30 fr.
14^e : 27 fr.
19^e : 50 fr., 50 fr., néant, néant.
20^e : néant, 19 fr., néant, 20 fr.
J. R. (Argenteuil) : 10 fr., 10 fr., 10 fr., 30 fr.
Vox : 15 fr., néant, 15 fr., 15 fr.
Fce Mte : 33 fr. 50.
D. s. : 100 fr.

Convocations

Comité d'administration de La Lutte Ouvrière.

Les camarades libres le vendredi soir doivent se rendre au local, à partir de 21 heures, pour le pliage et l'expédition du journal.

XI^e P. O. I. — Réunion tous les vendredis et heure habituelle.
12^e arrondissement. — Permanence du P. O. I. : le dimanche, de 10 heures à 12 heures, au 79, faubourg Saint-Antoine.

14^e. — Réunion P. O. I. : Tous les jeudis, lieu habituel.

Cellule du 15^e. — Réunion tous les mercredis, 21 heures, 1. h.

XVIII^e P. O. I., J. S. R. — Vendredi 21 heures, café Noël, 99 bis, rue Ordener.

19^e. — Réunion P. O. I. : Tous les vendredis, lieu habituel.

19^e. — Dimanche pour vente du journal, tous les camarades disponibles 6, place du Combat. J. S. R. en tenue.

Saint-Denis. — Tous les jeudis soir, à 21 heures précises, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion obligatoire de cellule du P. O. I. et J. S. R. Sympathisants fraternellement invités.

Levallois-Perret. — Tous les mardis soir, à 20 h. 30, chez Jeanjean, 73, rue Vallier, réunion obligatoire de cellule. Sympathisants fraternellement invités.

Nouzouville. — « La Lutte Ouvrière » se trouve chez Pilard, marchand de journaux. Pour tous renseignements concernant le P. O. I., s'adresser à Michon, à Levrézy, et à Marchal, Nouzouville.

Saint-Etienne. — « La Lutte Ouvrière » est en vente tous les dimanches, au kiosque de la place du Peuple, côté gauche.

L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, « Révolution » est en vente au même endroit.

Marseille. — P. O. I., Rayon de Marseille. — Permanence tous les dimanches matin de 10 heures à midi, Civette Noailles, 16, marché des Capucines. La « Lutte Ouvrière » est en vente dans les principaux kiosques. Les dépôts les plus importants en sont faits : au kiosque de la vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie; au kiosque du boulevard Garibaldi, dans le prolongement du cours Lieutaud et à 20 m. du bar Provence; à l'entrée de la gare de l'Est (départ pour Aubagne et les camions).

Pour la correspondance, écrire au secrétaire du P. O. I., Civette Noailles, 16, marché des Capucines Marseille.

Lille. — J. S. R., P. O. I. : Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire au P. O. I., à l'adresse ci-dessus.

La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et au Tabac, 19, rue du Molinel.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal-Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque rue Saint-Aubin (près du boul. du Maréchal-Foch).

Bourges. — A partir du samedi, « La Lutte Ouvrière » est en vente à la Librairie Rousseau, rue Mirabeau.

Toulon. — « La Lutte » et « Révolution » sont en vente aux kiosques, place Puget, Martin, Bidouré, Noël, avenue Vauban.

Permanence du P. O. I., Civette de la Gare, tous les samedis, à partir de 20 heures.

Nice. — La « Lutte Ouvrière » et les brochures du P. O. I. sont en vente chez Roques, 15, rue Assaliti.

Lyon. — Permanences P. O. I. et J. S. R. — Tous les jours, de 17 h. 30 à 19 h. 30, le samedi, de 14 heures à 20 heures, 41, rue d'Anvers.

La « Lutte Ouvrière » est en vente au kiosque du quai Jules-Gourmand et à l'angle de la rue de la Barre.

★ ★

NOTE DE L'ADMINISTRATION ATTENTION

Nous demandons encore une fois à nos lecteurs et camarades de ne pas envoyer de chèques postal libellé : « Publication Populaires » ou « Parti Ouvrier Internationaliste ». Plusieurs commandes n'ont, de ce fait, pas pu être exécutées. Pour la REVUE, les LIVRES et les BROCHURES, ENVOYER LES CHEQUES OU MANDATS POSTAUX AU NOM DE NAVILLE. Au cas contraire, les chèques et mandats sont renvoyés à l'expéditeur.

Mobilisation autour de La Lutte Ouvrière

REDOUBLONS D'ENERGIE POUR NOTRE PRESSE.

Les attaques se multiplient contre notre mouvement, jamais une organisation politique ouvrière, n'aura connu dans l'histoire du mouvement ouvrier, une telle conjugaison d'efforts pour la réduire au silence.

Plus en plus, la répression bourgeoise associée à la répression des dirigeants stalinien, rivalisant d'énergie dans leurs campagnes de calomnies et d'insultes.

A cette conjugaison d'efforts sans précédent, nous devons opposer une activité politique et un dévouement également sans précédent de tous les militants ouvriers d'avant-garde, œuvrant sans cesse pour la reconstitution d'un Parti Révolutionnaire en France et d'une Internationale Révolutionnaire.

Nous adressons cet appel à tous les militants de l'organisation ainsi qu'à tous nos sympathisants.

Il nous faut procéder avant le 1^{er} janvier à la consolidation définitive de notre Presse, condition de son élargissement ultérieur. Notre journal « La Lutte Ouvrière » doit devenir notre arme essentielle.

Pour cela, l'effort de tous nos camarades est indispensable.

Cet effort ne manquera pas.

CE QU'IL FAUT FAIRE.

Il nous faut améliorer notre travail dans tous les domaines.

L'ADMINISTRATION VOUS PARLE...

Examinons tous ensemble, ce qu'il faut faire.

La diffusion du Journal est encore mal assurée.

Chaque cellule du Parti, doit faire un effort particulier pour la vente à la criée.

La vente à la criée, favorise la propagande pour le Journal, aide à le faire connaître et crée des conditions favorables pour la vente dans les kiosques et chez les libraires, conquiert de nouveaux lecteurs.

Pas un bouillon ne doit être perdu.

Il faut les utiliser, pour une diffusion gratuite dans les usines en particulier, dans les usines où se développe notre propagande, ou les coller sur les murs de la localité.

Ne pas éditorialiser un journal de cellule, qui ne comporte la manchette : « Chaque semaine, lisez La Lutte Ouvrière, 15, passage Dubouil ».

Organiser une permanence, qui ne comporte des journaux.

Chaque cellule doit envisager la vente à la criée, ainsi que la diffusion des bouillons, dans les usines. Ces bouillons seront fournis gratuitement aux camarades. Organiser, si possible, la vente par des ca-

marades chômeurs, en laissant le journal à moitié prix.

En Province, il faut assurer le départ régulier de la Lutte Ouvrière dans les kiosques ou chez des libraires, par nos soins. Se fixer à cet égard, des objectifs limités, mais atteints avec certitude, en choisissant les quartiers prolétaires.

A Paris, nous nous fixons d'assurer le portage régulier par une agence.

En Banlieue, chaque cellule doit envisager la désignation d'un camarade, responsable des journaux et assurant la répartition dans les kiosques de la localité.

Les journaux leur étant remis en des lieux déterminés.

L'Administration du Journal, de son côté, mettra tout en œuvre, pour assurer enfin la régularité de la parution, conation importante de la progression de notre Presse.

Cette régularité dépend dans une très grande mesure des ressources financières, dont la précarité nous a condamnés bien souvent à tirer dans des conditions techniques très difficiles.

A cet égard, la réalisation d'une Imprimerie du Parti, est en bonne voie, il nous faudra faire un effort exceptionnel, pour que cet objectif soit atteint dans les trois mois qui viennent.

Il faut enfin que les paiements s'effectuent plus régulièrement par nos camarades de Province.

ABONNEMENTS

Le service des journaux a été fait gratuitement à des camarades dont l'abonnement était terminé.

Le prix du journal sera porté à fin d'année à 0 fr. 50 le numéro comme tous les hebdomadaires.

Nous invitons tous nos camarades et sympathisants à profiter des conditions actuelles, pour s'abonner ou se réabonner, avant l'augmentation de prix.

Une lettre personnelle sera adressée à chacun.

Tous les membres du Parti doivent s'efforcer de faire des abonnements autour d'eux, auprès de leurs amis et en général auprès de tous les ouvriers qui s'intéressent à notre mouvement.

Le développement des abonnements est un des moyens de consolidation de notre Presse, le plus efficace.

Chacun peut y contribuer, en s'abonnant et en faisant des abonnements.

Voilà de multiples domaines où le dévouement et l'appui de tous les révolutionnaires peuvent s'affirmer.

Dans les 2 mois qui viennent, la consolidation de notre Presse peut être assurée.

Elle le sera par l'effort de tous.